



Déclaration de la FNEC FP-FO

Comité Social Administratif de l'académie de Rennes du 18 janvier 2024

Monsieur le Recteur, Mesdames et Messieurs les membres du CSA académique,

Interrogée par les médias, la ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse, des Sports et des Jeux olympiques et paralympiques Mme Oudéa-Castéra a déclaré que ses enfants étaient scolarisés à l'École publique avant de rejoindre l'école privée : *« La frustration de ses parents, mon mari et moi, qui avons vu des paquets d'heures qui n'étaient pas sérieusement remplacés. Et à un moment, on en a eu marre comme des centaines de milliers de familles qui ont fait un choix d'aller chercher une solution différente. »*

La Ministre a raison sur un point : il y a bien un problème de remplacement : ce gouvernement en est responsable. C'est à l'État de garantir le remplacement des enseignants absents.

Ces problèmes de remplacement sont le fruit d'une politique de destruction de l'école publique par les gouvernements successifs. Rappelons que des milliers de postes ont été supprimés ces dernières années.

Pour la FNEC FP-Force Ouvrière de l'Académie de Rennes, il faut d'urgence annuler toutes les suppressions de postes (notamment rendre les 55 postes de PE et les 80 ETP du 2nd degré supprimés à la rentrée de septembre dans l'académie). Il faut recruter les personnels nécessaires pour occuper ces postes, et cela implique d'augmenter à minima de 27,5% la valeur du point d'indice pour rendre attractive l'Éducation nationale. Il faut d'urgence annuler toutes les fermetures de classes et d'établissements.

Concernant le second degré, c'est une véritable saignée que prévoit le Rectorat, 80 postes supprimés notamment dans les lycées de trois départements.

Les départements du Finistère et des Côtes-d'Armor sont particulièrement touchés. La politique mortifère de destruction des postes se poursuit que l'argument communément avancé de la baisse démographique ne saurait justifier.

Cette situation démographique doit au contraire être mise à profit pour mettre fin aux effectifs pléthoriques par classe mais nous avons affaire à un gouvernement belliqueux bien plus enclin à financer des guerres, l'embrigadement de la jeunesse par le SNU qu'à permettre de bonnes conditions de travail et d'apprentissage.

Au vu du document préparatoire à ce CSA académique, il apparaît que le CNED perdrait près du tiers de sa dotation en passant de 17 ETP à 12. Cela paraît énorme et inédit si cela se confirmait. La direction du site demande la reconduction des 17 ETP et ne semble pas informée de cette forte réduction. **La FNEC FP-FO soutient leur demande de maintien des postes du CNED.**

La question de l'attractivité du métier est une autre source d'explication.

Et quand bien même les postes seraient créés, le métier de professeur n'attire plus assez de candidats. La dégradation des conditions de travail est réelle : collègues non remplacés dont les élèves sont répartis dans les classes des autres enseignants, gestion d'élèves de plus en plus complexes, inclusion systématique, manque d'AESH, absence de plus en plus récurrente de réponse de l'administration. À titre d'exemples, notre fédération est toujours en attente

d'une réponse à une demande d'audience, formulée il y a un mois, auprès de M. le Recteur au sujet des multiples dysfonctionnements du collège Pierre Perrin (Val-Couesnon) ou de courriels concernant des situations individuelles. Les collègues du service de gestion et les chefs d'établissement relevant de l'agence comptable du LP à Rostrenen qui ferme s'interrogent sur le fonctionnement à venir, sur la possibilité d'un agent comptable en tuilage.

Et bien évidemment subsiste la question essentielle des salaires. Les enseignants français sont sous-payés (15% de moins que la moyenne de l'OCDE, alors que le nombre d'élèves par classe primaire est 15% supérieur à la moyenne dans l'Union européenne, et que le nombre d'heures de classe est de 22% supérieur à la moyenne dans l'UE).

La Ministre a-t-elle annoncé qu'elle créerait les postes qui font défaut ? Qu'elle revaloriserait les personnels ? Qu'elle sauverait l'enseignement spécialisé pour rétablir des conditions d'enseignement normales ?

Nous pourrions avoir l'illusion que puisque Madame la ministre se plaint de ce dont souffrent des millions de parents d'élèves, c'est qu'elle mesure l'urgence de recréer les postes et recruter, l'urgence de revaloriser les salaires, l'urgence de revenir sur les réformes qui abiment l'école publique. **Mais non, ce gouvernement n'a pas l'intention de prendre les mesures indispensables pour répondre à la situation.**

Pour la FNEC FP-FO de l'académie de Rennes, il est nécessaire :

- **d'augmenter les salaires (hausse de la valeur du point d'indice à minima de 27,5% pour compenser la perte de pouvoir d'achat depuis le 1er janvier 2000),**
- **d'annuler les suppressions de 55 postes de PE et 80 ETP du 2nd degré pour la rentrée 2024, et de créer tous les postes nécessaires à hauteur des besoins,**
- **de recruter massivement et immédiatement tous les personnels nécessaires,**
- **d'abroger les contre-réformes de la voie professionnelle, du bac Blanquer et de retirer le projet de réforme du collège.**